

# CETA : les tractations se poursuivent en Belgique

Le sommet qui devait voir, jeudi, le Canada et l'Union européenne célébrer la signature de l'accord est annulé

BRUXELLES - bureau européen

Une seule chose était sûre, jeudi 27 octobre au matin, alors que les tractations « belgo-belges » pour aboutir à une position commune sur le traité de libre-échange avec le Canada devaient se poursuivre : le sommet destiné à célébrer la signature de CETA était annulé. Pour autant, au Conseil (la réunion des Etats membres) comme à la Commission de Bruxelles, on continuait de croire aux chances du traité et à celles d'un sommet pour les jours qui viennent : peut-être dès samedi 29 octobre, espéraient certains... sans plus se risquer au jeu des pronostics pour autant.

L'annulation du sommet constitue, en tout cas, un sérieux revers pour les dirigeants européens, notamment pour Donald Tusk, président du Conseil, qui jusqu'au bout, a refusé l'évidence et maintenu la date du 27 à l'agenda. L'Europe, empêtrée dans les crises (migration, Brexit...) a donné ces dix derniers jours une image de faiblesse, incapable, en raison du blocage de la Wallonie, de tenir ses engagements.

## Pressions inutiles

Le Parlement wallon, qui exprimait ses réserves à l'égard du CETA depuis de longs mois, mais estimait n'avoir pas reçu de réponse satisfaisante de la Commission, a opposé son veto il y a dix jours. Ce qui dès lors, en vertu du complexe système institutionnel belge, empêchait le premier ministre Charles Michel de signer le traité, alors qu'il y était prêt, comme les 27 autres dirigeants de l'Union.

Ces derniers jours, les autorités européennes n'ont pas ménagé leur peine pour satisfaire les Wallons, mais leurs pressions, conjuguées à celles du gouvernement fédéral belge n'y ont rien changé :

les responsables politiques francophones belges, dirigeants des régions de Wallonie, Bruxelles et Fédération Wallonie-Bruxelles (eux aussi en désaccord avec le texte du traité) ont continué à refuser d'autoriser, mercredi, la ratification.

Les négociations entre les diffé-

## « Le Canada demeure prêt à signer cet accord important lorsque l'Europe sera prête »

CHRYSZIA FREELAND  
ministre canadienne  
du commerce international

rents niveaux de pouvoir belges, conduites par le ministre des affaires étrangères, Didier Reynders, ont été interrompues mercredi à 23 heures. Elles étaient censées reprendre jeudi. « Les textes sont là. La seule chose que le gouvernement fédéral attend, c'est que les régions nous disent exactement quelle est leur réponse », a répété M. Reynders en sortant de la dernière session de concertation.

Du côté canadien, on s'était fait très discret mercredi dans l'attente des hypothétiques résultats des discussions en cours. Dans la soirée, le cabinet du premier ministre Justin Trudeau annonçait de façon laconique, sur son site, qu'il consacrerait sa journée de jeudi à des « rencontres privées à Ottawa » au lieu d'aller signer le CETA. M. Trudeau, fervent supporteur de l'accord commercial, « qui a été très patient et très élégant » souligne-t-on à la Commission, était pourtant prêt à sauter dans son avion, mercredi, pour arriver à temps à Bruxelles.

La ministre canadienne du commerce international, Chrystia

Freeland, « a confirmé que la délégation canadienne n'ira pas » au sommet pour la signature officielle, a indiqué Cameron Ahmad, porte-parole de Justin Trudeau, mercredi. « Le Canada demeure prêt à signer cet accord important lorsque l'Europe sera prête », a ajouté M<sup>me</sup> Freeland.

Les nombreux « anti-CETA » se félicitaient de l'annulation du sommet de jeudi, saluant la « résistance » wallonne, et continuant d'appeler à la fin pure et simple des discussions sur cet accord. Pourtant, Paul Magnette, le ministre-président de Wallonie (devenu le porte-drapeau, à son corps défendant assure-t-il, des opposants aux accords de libre-échange), n'a jamais réclamé l'abandon pur et simple du traité. Les Wallons sem-

blaient prêts à accepter un compromis, jeudi. Ils ont déjà obtenu que la « note interprétative » jointe, début octobre, au traité (afin de répondre aux interrogations des Autrichiens, des Slovénes ou des Allemands) soit largement complétée.

## Méandres de la politique belge

Elle contient des assurances supplémentaires concernant la protection des services publics, ménage une clause de retrait en matière agricole, etc. Il est aussi prévu que les tribunaux d'arbitrage (censés trancher les conflits entre multinationales et Etats) ne soient pas mis en place dans le cadre de l'application provisoire de l'accord (qui devrait intervenir entre le feu vert du Parlement européen et celui des parlements nationaux).

« Ce qui est important, au-delà de la date de la signature, c'est que la Belgique trouve un accord », a déclaré, mercredi, Jean-Claude Juncker, président de la Commission. Plus au fait que d'autres Européens des méandres de la politique belge, le Luxembourgeois a

compris que les ultimatums étaient contre-productifs. « On a mis sept ans à négocier ce traité, on n'est plus à deux ou trois jours près », glisse un diplomate. Ce qui compte, au final, pour la Commission, c'est que le CETA soit entériné, pour sauver le reste de ses accords commerciaux et tenter de faire oublier les couacs de ces derniers jours. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX  
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS  
AVEC ANNE PÉLOUAS (À MONTRÉAL)

## LES DATES

### MAI 2009

Lancement des négociations en vue du futur accord de libre-échange économique entre le Canada et l'Union européenne.

### SEPTEMBRE 2014

Les dirigeants de l'UE et le gouvernement canadien annoncent la fin des négociations sur le CETA. Pour entrer en vigueur, le texte doit encore être signé par le Parlement européen et les Etats membres de l'Union.

### 14 OCTOBRE 2016

Le Parlement de Wallonie s'oppose au CETA.

### 18 OCTOBRE 2016

La Commission européenne lance un ultimatum à la Belgique. Les députés wallons le rejettent.

### 27 OCTOBRE 2016

Le sommet destiné à célébrer la signature du CETA en présence du premier ministre canadien, Justin Trudeau, est annulé. Les négociations se poursuivent.

## Paul Magnette, l'irréductible intellectuel wallon

En s'opposant à l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, le ministre-président de Wallonie est devenu un véritable symbole

### PROFIL

BRUXELLES - bureau européen

Etant donné le contexte, personne n'a osé la comparaison, mais il y a du Justin Trudeau chez cet homme-là. Sauf que le premier qualificatif qui vient à l'esprit pour qualifier le Canadien est « sympathique » ou « charismatique », alors que beaucoup d'autres se bousculent, chez ceux qui le connaissent, pour qualifier le ministre-président de la Wallonie Paul Magnette. Il est

« brillant, engagé, ambitieux », dit le journaliste David Coppi, spécialiste du PS au Soir de Bruxelles. « Surdoué, homme de devoir, fidèle », souligne Jean-Michel de Waele, son ami et collègue de l'Université libre de Bruxelles, où il a enseigné la politique et dirigé l'Institut d'études européennes. Son doctorat y portait sur... la citoyenneté dans l'Union.

« Ce type m'était totalement inconnu, mais c'est un coriace, une machine de guerre », confesse l'un des négociateurs qui ont eu af-

faire à lui durant les interminables tractations sur le CETA, ce traité euro-canadien de libre-échange devenu l'ultime cauchemar de l'Union en crise. « En plus, il est mignon, non ?... », risque une

porte-parole espérant – en vain – alléger l'atmosphère pesante de la Commission, empêtrée dans ce feuilleton inattendu.

« Chef du dernier village gaulois », « Magnettix », « Monsieur Non » ? Il déteste les surnoms dont une presse internationale décou-

vrant l'existence de la « petite Wallonie » (qui compte plus d'habitants que sept Etats membres de l'Union) a cru devoir l'affubler.

### « Victoire sur un plateau »

« Paul qui ? » Son patronyme, jusque-là inconnu du monde – ou presque –, s'est très vite répandu dans la vaste salle de presse du sommet européen, vendredi 21 octobre, lorsqu'une ministre canadienne a annoncé, à Namur, qu'elle mettait un terme à ses négociations avec le ministre-prési-

dent, avant de s'effondrer devant les caméras. Emotion? Cinéma? Un fameux symbole, en tout cas, pour ceux qui doutaient de la fermeté du Wallon.

Sur les réseaux sociaux espagnols, danois ou français, il est illico devenu le croisé de l'altermondialisme et l'adversaire du libre-échange. Il s'en défend. Il aurait toujours voulu un accord avec le Canada, mais à ses conditions: pas de concessions aux multinationales, aux tribunaux privés d'arbitrage, à un ultralibéralisme qui menacerait le modèle social, agricole ou environnemental européen. Et tant pis pour les «gentils Canadiens» qui n'auraient, explique-t-il, pas pu empêcher que des sociétés américaines installées sur leur territoire profitent de l'aubaine pour anticiper, en quelque sorte, le TTIP, ce traité transatlantique qui fait peur.

Les objections des Wallons, M. Magnette les avait fait connaître depuis plus d'un an – c'est désormais démontré – à la commissaire Cecilia Malmström, au gouvernement fédéral belge et à toutes les autorités européennes qu'il croisait. A l'évidence, par paresse ou par méconnaissance des réalités de la complexe Belgique, on ne les a pas prises au sérieux. Ce qui a eu le don d'agacer cet intellectuel, entré il y a moins de dix ans en politique, mais blindé de convic-

tions. «*Il y a vu du mépris pour un niveau de pouvoir jugé subalterne et son ardeur s'en est trouvée décuplée*», commente un membre du parti centriste CDH, son allié du gouvernement wallon.

«*On lui a offert la victoire sur un plateau: il est clair qu'il connaissait son sujet sur le bout des doigts. Son seul problème, ensuite, c'était*

*d'atterrir*», estime Isabelle Ory, correspondante de médias francophones à Bruxelles et frappée par ce qu'elle qualifie de «*sans-faute*» de l'intéressé.

Dans la partie francophone du royaume (Bruxelles s'est, elle aussi, opposée au CETA), M. Magnette réalise, en tout cas, une performance assez rare en ces temps de désaveu du politique: selon un sondage publié mardi 25 octobre, quelque 70 % de ses concitoyens approuvent sa démarche. Son opposition au projet initial de traité, très argumentée, semble avoir redonné de la fierté à des citoyens qui doutent depuis longtemps de l'avenir de leur région. Et du leur.

Meurtrie par une crise qui s'éternise, jamais remise de l'évaporation de sa splendeur industrielle, en butte aux critiques incessantes d'une partie du monde politique flamand, la Wallonie s'est sentie ragaillardie par le combat de M. Magnette. Il y a longtemps

qu'on n'avait pas vu, à Liège ou Namur, des syndicalistes, des agriculteurs ou des étudiants descendre spontanément dans la rue pour remercier leurs dirigeants...

#### Héritier naturel

On disait l'intéressé un peu à l'étroit dans son cabinet de Namur (baptisée «l'Elysette», en référence au comportement miterrandien de son premier occupant) et cette fonction de ministre-président qui risquait de brider son talent et ses hautes ambitions. Il l'avait, estime un commentateur, acceptée «*faute de mieux*», son parti ayant été éjecté du niveau fédéral et la présidence du PS – une fonction-clé dans le système partitocratique belge – récupérée par l'ex-premier ministre Elio Di Rupo, 65 ans, qui écarte toute allusion à sa succession.

Avec vingt ans de moins, un bagage intellectuel qui pèse lourd et une conviction résumée par le titre du dernier livre qu'il a publié, *La gauche ne meurt jamais*, Paul Magnette apparaissait un peu

comme l'héritier naturel pour un poste dont il a déjà exercé l'intérêt. «*On parle de lui pour la présidence mais aussi pour la direction du gouvernement fédéral, du moins si une majorité de centre-gauche devait advenir*», explique David Coppi.

Pour cela, il lui faudra peut-être

«tuer le père». Or, fidèle d'abord à son parti, il a toujours fait passer l'intérêt général du PS avant le sien, comme quand il a «nettoyé» sa fédération et sa ville, Charleroi – dont il est devenu maire en 2012. Gangrené par les scandales et le paternalisme, le socialisme y apparaissait comme un laboratoire de tous les travers énumérés par les nationalistes flamands. Il y a mis bon ordre et, en 2014, il devenait le député wallon le plus populaire.

Cet homme qui n'aurait que des qualités, n'aime pas le foot, cite Antonio Gramsci en faisant (très bien) la cuisine et recommande la lecture de Judith Shklar, une philosophe lettone (non traduite...) adepte du libéralisme social, a aussi un côté rassurant: un autre de ses livres, publié en 2008, était titré *L'Union européenne: la fin d'une crise*. Ouf, lui aussi se trompe parfois. ■

J.-P. S.

**Son opposition au projet de traité a redonné de la fierté à des citoyens qui doutent de l'avenir de leur région**